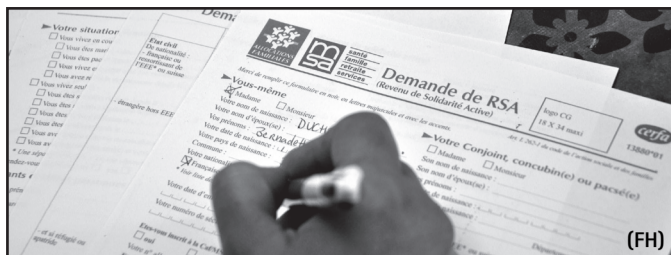




Les indiens d'Amérique latine luttent contre l'exploitation de leurs territoires. Interview de **Daysi Zapata**, vice-présidente de Aidesep. REGARDS PAGE 2



Avec le **RSA**, le gouvernement poursuit ses attaques contre les précaires et les travailleurs. NPARGUMENTS PAGES 6 & 7



La **loi pénitentiaire**, en discussion à l'Assemblée nationale, aggravera la condition des détenus. PARLONS-EN PAGE 10

TOU est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

17 SEPTEMBRE 2009 | N°22 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

POLITIQUE UNITAIRE

UNITÉ RADICALITÉ

INDÉPENDANCE



Les grandes manœuvres ont commencé. Les accords électoraux entre le PS et le Modem, amorcés il y a déjà quelques années, se sont multipliés ces derniers mois.



François Bayrou vient de faire un pas, prudent mais décisif, en direction du PS. Loin de rejeter l'offre esquissée dès la fin de l'été par Vincent Peillon, Daniel Cohn-Bendit et Marielle de Sarnez, de La Rochelle à la fête de l'Huma, Martine Aubry lui fait écho. Nombre de villes et de régions sont cogérées par leurs responsables locaux. Il s'agit avant tout d'un calcul purement élec-

toral, car le PS et le Modem pensent que s'ils ne font pas alliance, ils auront le plus grand mal à battre Sarkozy aux régionales, puis en 2012. C'est également la conclusion logique d'une convergence des programmes de plus en plus évidente. La dérive sans fin vers la droite des dirigeants socialistes les amène à naviguer dans les mêmes eaux que le centre-droit. Le programme du Modem est désormais «socialo-compatible».

Le fait que la lutte des places vers l'Élysée complique le jeu n'y change rien. Les régionales constitueront sans doute un laboratoire de l'alliance au centre. Ce glissement à droite sonne l'heure des choix pour la gauche radicale. Le ras-le-bol de Sarkozy peut offrir nombre de supporters au pragmatisme électoral rose-vert-orange. Accepter de rester dans le giron du PS revient, à coup sûr, à se laisser entraîner dans le piège.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

FRANCE TÉLÉCOM LA MACHINE À BROYER

La vague de suicides qui s'abat sur le personnel de France Télécom depuis dix-huit mois ne doit rien au hasard. D'ailleurs, pour l'essentiel, les salariés qui en sont les victimes, mettent directement en cause l'entreprise comme responsable de leur acte désespéré. La direction n'a rien su faire d'autre depuis des mois que répondre par des propositions de «gestion» du stress, alors même que ses méthodes managériales recréaient le mal à l'infini. Ce mal-être des salariés a été analysé, décrypté, décrit dans des articles, des ouvrages, par des scientifiques, des syndicalistes, des chercheurs, des journalistes. LIRE PAGE 4

PALESTINE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



À l'occasion du 4^e anniversaire de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) à l'égard d'Israël, Omar Barghouti, s'est exprimé à l'université d'été du NPA. Nous publions des extraits de son intervention. LIRE PAGE 8

TAXE CARBONE LE RÉCHAUFFEMENT VA CONTINUER

La taxe carbone, en pénalisant les revenus les plus modestes, tout en exonérant les plus gros pollueurs, n'aura, de fait, aucun impact positif sur l'environnement. Sans volonté d'une vraie politique écologique, le gouvernement se contente de proposer des mesures injustes et inefficaces. Pourtant, des solutions existent. LIRE PAGE 5



Par **Alain Pojolat**

DÉMISSIONNONS HORTEFEUX !

Les propos racistes et islamophobes tenus par Brice Hortefeux à l'université d'été de l'UMP vont bien au-delà du dérapage d'un quelconque Dupont Lajoie au sortir d'un repas trop arrosé. Comment peut-on tolérer qu'un ministre de la République, avec l'appui de tout le gouvernement et de l'Élysée, puisse impunément se « lâcher » et exprimer une telle haine et un tel mépris envers une partie de la population ? L'absolution immédiate donnée au ministre par la Licra, l'invitation faite à la LDH, la pantomime des regrets bidons au siège du Conseil français du culte musulman, en présence de Fadela Amara, ex-égérie de Ni putes ni soumises, sont de bien pitoyables manœuvres destinées à semer la confusion dans les esprits afin de circonscrire toute réaction collective. « *Quand il y en a un, ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes* », cette petite phrase prononcée par Hortefeux au milieu d'autres propos nauséabonds tenus par son entourage, en présence du toujours souriant Jean-François Copé, est digne d'un Le Pen. Elle est une inquiétante illustration des principes qui prévalent au ministère de l'Identité nationale. Triste coïncidence, elle est prononcée trois jours avant la sortie du magnifique film de Robert Guédiguian, *L'Armée du crime*, célébrant la mémoire des combattants FTP MOI, ces internationalistes sans patrie ni frontières qui surent forcer l'horizon au prix de leur vie pour nous débarrasser de l'occupation nazie, du gouvernement de Vichy et son sinistre ministère des Affaires juives ! Cette énième provocation sera-t-elle celle de trop ? Devrons-nous longtemps supporter les contrôles au faciès, la chasse aux sans-papiers, les vexations racistes et les violences d'une police totalement décomplexée, les zones de non-droit que sont les centres de rétention, la stigmatisation de la jeunesse des quartiers populaires, les violences policières ? Le NPA invite l'ensemble des organisations progressistes à engager une campagne immédiate pour exiger la démission d'Hortefeux.

17 SEPTEMBRE, BOURSE DE PARIS, NATIONAL. Manifestation unitaire à l'appel des fédérations CGT de la métallurgie et de la chimie, avec la participation des Ford, New Fabris, Conti, Goodyear, Molex... RDV à 11 heures devant la Bourse de Paris. Métro Bourse.

18 SEPTEMBRE, VILLEJUIF. Rassemblement devant la mairie de Villejuif (94), à partir de 12 heures, pour accueillir Sarkozy qui sera en visite à l'hôpital Paul-Brousse.

19 SEPTEMBRE, RADIO. *L'Hebdo*, magazine d'actualité politique sociale, diffuse de 12 à 13 heures, sur radio Fréquence Paris Plurielle 106.3, sur la région parisienne et www.rfpp.net, une émission consacrée à l'affaire Ali Ziri à Argenteuil et aux violences policières,

avec Laurent Bonelli et Sami Skander, avocat de la famille Ziri - rediffusion le mercredi de 9 à 10 heures. [lire aussi p.12]

25-26-27 SEPTEMBRE, QUARTIERS POPULAIRES, MONTPELLIER. 3^e Forum social des quartiers populaires, au quartier du Petit Bard. Au programme : débats, village associatif, cinéma, théâtre et concerts.

26 SEPTEMBRE, ÉDUCATION, PARIS. Un pique-nique géant pour défendre l'école publique est organisé sur le parvis de l'Hôtel de ville, à 12 heures. Il sera précédé de marches sonores à 11 heures, place de la République pour la rive droite et place Monge pour la rive gauche.

27 SEPTEMBRE, ALGUES VERTES Manifestation « algues vertes - urgence » à 15 heures à Hillion, près de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), à l'endroit même où des milliers de mètres cubes d'algues vertes continuent de s'échouer chaque jour.

3 OCTOBRE, LA POSTE NATIONAL. Consultation nationale sur la privatisation de la poste, à l'initiative du Comité national contre la privatisation de la poste. Bulletins de votes disponibles sur www.appelpourlaposte.fr, à glisser dans les mairies, bureaux de poste, marchés, etc.

3-4 OCTOBRE, COLMAR. Le réseau « Sortir du nucléaire » appelle à la mobilisation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin).

Grande manifestation le 3 octobre (14 heures, place Rapp). La soirée du 3 et la journée du 4 octobre seront consacrées à des conférences, débats, animations, etc.

3-4 OCTOBRE, BESANÇON. « La Grande lessive », festival des alternatives au capitalisme, à Montferrand-le-Château (site de la mairie), près de Besançon. Au programme : théâtre, concerts, marché bio, débats, etc. Parmi les intervenants pour le NPA : Catherine Samary (autogestion), Stéphanie Treillet (décroissance), Georges Ubbiali (transition politique), etc.



regards



Daisy Zapata (DR)

Propos recueillis par Béatrice Whitaker

PÉROU EN LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

Daisy Zapata est vice-présidente de Aidesep (Asociacion Interetnica de Desarrollo de la Selva Peruana), qui organise les mobilisations pour la défense des peuples et de leurs territoires, contre les tentatives d'application du traité de libre-échange, négocié entre les États-Unis et le gouvernement du Pérou, et contre les accords d'association avec l'Union européenne. En effet, cela signifie l'exploitation des richesses naturelles des territoires par les multinationales américaines et européennes, le déversement de produits chimiques et de substances dangereuses dans les rivières et dans le sol, contaminant les nappes phréatiques et empoisonnant, notamment, les peuples indigènes.

La lutte des peuples indigènes a obtenu des victoires partielles mais, avec la répression du gouvernement Garcia, quelle est la situation de Aidesep aujourd'hui ?

En ce moment, Aidesep se trouve dans une conjoncture très difficile, parce que le gouvernement a cherché à nous diviser et à nous priver de nos directions, ce qui a amené notre dirigeant à se réfugier au Nicaragua¹. Mais malgré cela, nous n'avons pas baissé les bras, au contraire, nous sortons plus forts, plus puissants. Nous sommes devant une situation très dure, dans une crise terrible, et le gouvernement, au lieu d'assumer ses responsabilités, cherche à convaincre les indigènes de rejoindre la table de dialogue. Mais Aidesep ne va pas changer son orientation et va continuer les luttes revendicatives.

Quelles sont les questions prioritaires posées par Aidesep face aux événements récents en Amérique latine – le coup d'État au Honduras, les bases militaires en Colombie, la répression contre les Mapuches au Chili ?

Aidesep doit tenir un agenda très compliqué. Nous demandons au gouvernement d'arrêter la persécution de nos dirigeants. Tant qu'ils seront contraints à la clandestinité, nous ne pourrons pas nous asseoir à la table de dialogue avec le gouvernement. Par ailleurs, nous participons également aux luttes que livrent les pays frères. Les différents gouvernements doivent respecter les droits de l'homme. Mais nous devons nous préoccuper des nouvelles générations parce que, sinon, elles nous tiendront pour responsables de ne pas avoir défendu l'écologie, l'environnement... Plus que jamais, les femmes marquent l'histoire avec la ferme conviction de devoir participer davantage à la politique. Elles doivent intégrer des gouvernements pluralistes, alors que le gouvernement les a toujours mises à l'écart. Nous voulons faire entendre la voix des femmes, la voix de la jeunesse, la voix des enfants.

Que s'est-il passé à l'occasion de la 75^e section du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Cerd) à Genève ?

L'ambassade suisse a refusé de me donner un visa pour participer à la réunion du Cerd, mais j'ai quand même pu m'y rendre, grâce à mes amis dans des associations et des partis français. J'ai voulu intervenir pour dénoncer la situation des peuples amazoniens, mais les organisateurs m'ont interrompue et m'ont interdit de reprendre la parole. J'ai quitté la tribune en pleurant. Ils ont laissé parler les représentants des organisations soutenant le gouvernement Garcia. J'ai une très mauvaise impression des Nations unies.

Quelles sont les possibilités de retour d'Alberto Pizango ?

Nous avons un travail d'ordre politique et technique pour faire revenir Pizango au Pérou. Nous ne nous tairons pas, parce que Alberto Pizango est innocent. Il est l'un de nos dirigeants – il fait partie du Conseil national de Aidesep – et l'ensemble du mouvement de l'Amazonie péruvienne mène un travail très important pour que le gouvernement change de position sur lui.

Que pensez-vous faire pour le 12 octobre, jour de la Madre tierra (Mère nourricière) ?

S'il y a, en octobre, une initiative importante en Europe, je serai enchantée d'y participer pour faire entendre la voix des peuples indigènes. Les partis pourront alors nous rejoindre. Mais nous voulons aussi écouter les mouvements en Europe. Il est temps de s'allier pour faire entendre une seule voix afin de vaincre le gouvernement néolibéral qui veut détruire les mouvements indigènes au Pérou.

1. Alberto Pizango, dirigeant persécuté par le gouvernement Garcia et menacé de mort, a cherché l'asile politique au Nicaragua, suite au refus de la France de l'accueillir.



(DR)



FÊTE DE L'HUMANITÉ DÉBATS ET CLARIFICATIONS

Les débats politiques à la fête de l'Humanité entre les différentes organisations de gauche ont éclairé rapprochements et divergences sur les questions essentielles : l'unité dans la riposte à Sarkozy et la préparation des élections régionales.



Si l'on s'en tient aux appréciations des médias, le bilan de la fête de l'Humanité se résumerait à l'accueil hostile du ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, et du ministre du Budget, Eric Woerth. Il n'y a que les ministres et les médias aux ordres pour s'en étonner. Bien sûr, le bilan politique n'est pas là, mais au cœur des discussions concernant la nécessaire riposte à la politique de Sarkozy, sont posées les questions d'un projet politique répondant aux besoins sociaux face à la crise ou les prochaines échéances électorales. Ces sujets ont traversé les débats, tant celui de l'Agora, samedi après-midi, que celui organisé par le Parti de gauche à son stand. Le premier regroupait la plupart des organisations de la gauche politique, des dirigeants syndi-

caux et Attac. Le deuxième se déroulait entre les partis de la gauche radicale et antilibérale. Parmi les nombreux participants, l'aspiration à l'unité était réelle et bien légitime. Comment comprendre en effet que face aux mauvais coups de la droite, un front unitaire de la gauche politique et sociale ne puisse se constituer? L'initiative sur la poste a été mise en avant par les syndicalistes présents et par des dirigeants politiques, notamment du PS. Mais force est de constater que la proposition du NPA de se retrouver, aujourd'hui, au sein de cadres unitaires, pour s'opposer aux mesures du pouvoir et pour soutenir efficacement les luttes, n'a pas suscité un franc enthousiasme parmi les dirigeants présents. Des déclarations d'intention, mais pas de réponses concrètes. Mais le bilan politique de cette fête de l'Huma est surtout sans surprise. Un Front

de gauche lézardé avec, d'un côté, un PCF proposant des ateliers à toute la gauche incluant le PS et, de l'autre, un PG favorable à des discussions avec les partis à gauche du PS. Le PCF persiste dans son exigence de « contenu » politique, pour faire oublier celle du NPA qui propose des listes indépendantes du PS aux prochaines régionales, sur l'ensemble du territoire. Le PG, favorable lui aussi à un accord national avec le même type de listes, tout comme les Alternatifs et la Fédération, élude pour l'instant la question de la gestion des régions. Sur cette question du front électoral, l'aspiration à l'unité est également forte. Mais il ne suffit pas de « surfer » dessus pour occulter les vrais problèmes : la stratégie électorale du PCF apparaît à l'heure actuelle à géométrie variable (Marie-George Buffet parle de fronts de gauche, au pluriel). L'accueil très chaleureux de

Martine Aubry, annonçant la participation aux ateliers du PCF, est symptomatique d'un certain penchant pour les élections à venir. Les Verts ont confirmé leur volonté d'y aller seuls, gonflés par les derniers résultats d'Europe écologie. Du côté de LO, rien de nouveau, on poursuit la route en solitaire. Le NPA, quant à lui, a réaffirmé sa volonté politique de travailler à un front uni dans les luttes et, pour les régionales, la nécessité de constituer des listes indépendantes du PS, portant un projet de rupture avec le système pour les régions, en refusant de gérer ces dernières avec les tenants du social-libéralisme. À sa proposition de se retrouver rapidement, d'ores et déjà, les Alternatifs, la Fédération, le PG et le PCF ont répondu positivement.

Myriam Martin

UNITÉ RADICALITÉ INDÉPENDANCE

SUITE DE LA PAGE 1

Cet aller sans retour vers la soumission aux classes dominantes est d'autant plus impardonnable que l'on a vu ce que cette politique a donné en Italie. Une alliance de centre-gauche, incluant le Parti de la refondation communiste (PRC), a battu Berlusconi, puis mené une politique de droite, antisociale et militariste, qui a préparé la voie à Berlusconi II. Résultat, il n'y a aujourd'hui plus un seul député de gauche au Parlement italien, et le PRC ne s'en est pas relevé. Dans la continuité de ses propositions unitaires, adoptées à une très large majorité lors de son congrès fondateur, le NPA poursuit sa recherche d'accords sur des bases solides. Les difficultés actuelles dans lesquelles se débat le Front de gauche sont significatives. En refusant de clarifier sa position vis-à-vis du PS, le Front de gauche a, certes, pu tenir aux européennes, élections sans second tour qui laissent aux élus au Parlement européen leur liberté de vote. Mais c'est pour mieux se fissurer dès le lendemain de celles-ci. Jean-Luc Mélenchon martèle qu'il ne veut pas de « comité permanent avec le PS », qu'il ne croit pas « que ce soit le moment d'une plateforme partagée » avec celui-ci, estimant que « l'autonomie au premier tour vis-à-vis du PS est fondamentale » et que si « le Front doit s'élargir », c'est en direction du NPA. Marie-George Buffet, pour le PCF, défend une autre politique, qui vise à ouvrir le Front de gauche, y compris au PS. Les dirigeants communistes font passer la frontière de leur politique unitaire entre la gauche et le Modem. Ils refusent de voir que le seul projet politique commun possible avec le PS, c'est le sien, un projet vu et revu dans les différentes moutures de gouvernement d'union de la gauche, des grandes villes aux régions, des départements au gouvernement. Il n'y a pas de programme commun entre ceux qui veulent gérer le système et ceux qui veulent la rupture.

Il n'est pas question pour le NPA de se lancer dans les ateliers communs avec le PS, proposés par Buffet et acceptés par Aubry. Il y a une autre voie, dont le maître mot est l'indépendance vis-à-vis du PS, dans les élections comme dans les institutions. En application du mandat exploratoire pour un éventuel accord unitaire, – voté par le congrès de fondation et précisé par le CPN de juin –, l'exécutif du NPA vient d'inviter le PCF, le PG, LO, les Alternatifs et la Fédération à une rencontre nationale. Au menu, d'abord, les luttes : travail du dimanche, retraites, forfait hospitalier, licenciements... Les sujets ne manquent pas pour chercher à infliger une défaite sociale à la droite et aux patrons. Que pouvons-nous faire ensemble pour la favoriser? C'est d'abord cela qui nous motive. Nous parlerons aussi des régionales. Il faut un accord national et des listes d'alliance de la gauche radicale dans toutes les régions, sur la base d'un programme d'urgence répondant aux aspirations sociales et aux exigences écologiques. Que la discussion commence!

Frédéric Borrás

et aussi



CORBEIL : CHASSER DASSAULT. L'invalidation des dernières élections municipales à Corbeil-Essonnes et l'inéligibilité – pour achat de voix – de Dassault qui considérerait la ville comme une de ses multiples possessions, a été un premier camouflet pour le milliardaire et ses amis. De nouvelles élections auront lieu le 27 septembre et le 4 octobre. Dassault a parachuté un des cadres de son groupe pour diriger la liste UMP, en concurrence avec trois de ses adjoints. À gauche, la liste du PS est menée par Carlos Da Silva, au service des ambitions de Manuel Valls, lui-même maire d'Évry. Les Verts qui participaient, lors des dernières élections, à la liste de Bruno Piriou, conduite par le PCF – qui avait fait plus de 30% au premier tour – se présentent seuls. Piriou, lui-même déclaré inéligible par le conseil d'État pour une affaire de facture de salle de réunion publique... a cédé la place à Michel Nouailles pour conduire la liste unitaire PC, PG, LO, NPA. L'unité des forces antilibérales et anticapitalistes s'est réalisée avec une forte prédominance du PCF sur la ville.

ARGENTEUIL : UNION DE LA GAUCHE ? Le 20 septembre aura lieu, à Argenteuil, le premier tour d'une cantonale partielle, suite à l'invalidation du mandat de Marie-José Cayzac (PCF), élue il y a un an. Elle se présente aujourd'hui comme « candidate de la gauche rassemblée ». En faisant le choix de s'allier au PS dès le premier tour, le PCF savait qu'il fermait la porte au PG et au NPA. Nous ne comprenons pas davantage la posture du PG qui, sans rencontre préalable avec le NPA et en total déphasage avec l'union affichée au niveau national, décide de présenter seul un candidat, dont la légitimité est contestée jusque dans le PG local, au point où le responsable PG d'Argenteuil choisit de se défaire de son étiquette pour se présenter à son tour. Le NPA n'ajoutera pas à la division de la gauche anticapitaliste davantage de confusion, et ne présentera pas de candidature. Il appelle à battre sur le terrain des luttes et sur le terrain électoral la politique du gouvernement Sarkozy et de son représentant local Métézeau, connu pour avoir pratiqué la chasse aux pauvres à coups de répulsif Malodore.

PROPOSITIONS SOLIDAIRES. L'union syndicale Solidaires tenait sa conférence de presse de rentrée le 10 septembre, après la réunion intersyndicale nationale qui a annoncé la journée du 7 octobre sur l'emploi précaire. Solidaires a accepté ce cadre a minima, mais en insistant pour que cette initiative (internationale) ne soit pas présentée comme une continuation de la phase aboutissant au fiasco du 13 juin [lire aussi page 4]. Annick Coupé tient en effet à ce que les bilans du G8 soient tirés : « Nous avons milité pour une convergence » entre les secteurs les plus mobilisés du printemps (éducation, recherche, santé, licenciements), mais « en vain ». Solidaires constate aussi « une volonté d'en découdre » affichée par un grand nombre d'équipes CGT, FSU, voire FO ou CFDT. Le choix est de « maintenir l'unité », mais en poussant à s'engager pour soutenir « chaque lutte » significative (licenciements ou services publics). C'est ainsi que l'Union Solidaires appelle à la manifestation du 17 septembre (fédérations CGT automobile et chimie), à laquelle elle souhaiterait être associée à part entière.



7 OCTOBRE LOIN D'ÊTRE À LA HAUTEUR

Le 8 septembre, six organisations syndicales (CFDT, CGC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa), ont appelé les salariés à « participer massivement » à la journée d'action organisée par la Confédération syndicale mondiale, le 7 octobre, sur le travail décent. Une riposte de rentrée timorée.

CETTE journée se place dans la continuité de l'intersyndicale d'octobre 2008. À l'heure actuelle, on ne sait pas quelle forme elle prendra, puisque les modalités seront précisées ultérieurement, et que cette journée sera « complétée » par d'autres rendez-vous catégoriels. Ceux-ci doivent bien évidemment être réussis, pour que les salariés se fassent entendre. Mais pour l'heure, ces rendez-vous ne répondent pas à la situation. En effet, face aux plans de licenciements quotidiens, aux suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, à la répression, au blocage des salaires, autrement dit à l'offensive du gouvernement et du patronat pour nous faire payer leur crise, ces rendez-vous sans revendications claires et précises ne sont pas à la hauteur et ne sont en aucun cas un point d'appui pour préparer un « tous ensemble ». Pourtant, on le voit chaque jour à travers le développement de luttes radicales, les salariés sont loin d'être découragés.

Cette rentrée ne doit pas être un remake de l'année passée, où les journées de mobilisations se sont succédé sans rien arracher au gouvernement et au patronat. Les deux seuls contre-exemples qui méritent d'être popularisés, ce sont évidemment ceux de la Guadeloupe avec 200 euros obtenus et celui des salariés de Continental et leurs 50 000 euros. Dans les deux cas, c'est une autre conscience, une autre détermination et dynamique, donc d'autres résultats. Cela pose la question du rapport de forces et de sa construction, la question des coordinations locales, intersyndicales, sur une plateforme précise, donnant confiance aux salariés. C'est aussi à cette échelle que peuvent se construire des fronts politiques et sociaux utiles. Reprenons les leçons du LKP, liant une orientation de combat anticapitaliste et une unité large de mouvements sociaux, politiques et syndicaux. Concrètement, dans les prochains mois, c'est à ce niveau-là que nous pourrions faire des pas en avant, pour faire reculer ce gouvernement. L'urgence en cette rentrée est de tisser un front syndical national critique, de lutte de classes, rompant avec les orientations d'accompagnement, mettant en avant une plateforme revendicative claire contre les licenciements, les réformes de l'emploi et de la protection sociale. En un mot, mettre en avant un plan de réponse à la crise qui défende tous les emplois et refuse que les salariés soient sacrifiés pour le maintien des profits. Mais il faut qu'il soit aussi accompagné d'une réelle volonté de construction d'un affrontement avec ce gouvernement et le patronat. En clair, construire une unité utile!

Sandra Demarcq



10 septembre, grève unitaire des salariés de France Télécom contre les méthodes de management. (DREAN)

FRANCE TÉLÉCOM LA MACHINE À BROYER

Depuis la privatisation de France Télécom, la recherche du profit absolu démoralise et détruit le personnel du groupe. Depuis un an et demi, on dénombre 23 suicides au sein de l'entreprise.

L Le personnel de France Télécom est soumis à une pression quotidienne insupportable. Les réorganisations sont incessantes, se traduisant le plus souvent par des mutations forcées, parfois à des kilomètres de chez soi, mais aussi par une aggravation des conditions de travail : on peut ainsi supprimer la moitié des postes d'un service sans modifier la charge de travail. Les salariés peuvent aussi être victimes d'un changement brutal et déqualifiant de métier : un expert en haut débit se voit proposer un poste d'installation au domicile des clients. Il peut aussi s'agir d'un changement brutal d'habitudes, d'équipe, de responsable, toutes choses qui nécessitent une adaptation tout azimut, aussi rapide que difficile à assumer. On ne compte plus les fermetures de sites, les suppressions de postes, les pressions à la mobilité hors de l'entreprise. Certaines activités sont délocalisées en Inde,

en Slovaquie, en Roumanie, où les coûts sont plus bas. Les recruteurs de l'entreprise font leur « marché » sur une bourse à l'emploi interne, choisissant parmi ceux qui ont perdu leur poste. La gestion par le stress déstabilise, dévalorise, infantilise, surcharge.

Certains vont jusqu'au suicide – 23 depuis un an et demi –, beaucoup tombent en dépression, se bourrent d'anxiolytiques, n'ont plus goût à leur métier, sont dégoûtés des « valeurs » qu'on voudrait leur imposer.

Cela n'est pas le résultat des agissements de quelques sadiques, ni de l'application bête et disciplinée par quelques chefs d'ordres reçus d'en haut. C'est l'orientation prise par France Télécom suite à l'ouverture du capital en 1997, et à sa privatisation totale en 2003. Le nouveau dieu s'appelle « marché financier ». Pour lui plaire, il faut toujours gagner plus d'argent et réduire les « coûts ». Ce qui « coûte » toujours trop cher pour lui, c'est

le personnel. Les effectifs ont pourtant fondu depuis 1997, passant de 145 000 à 80 000 sur la maison mère. Les salaires ont beaucoup moins augmenté que les dividendes. L'objectif est de réduire les coûts en se débarrassant d'une partie du personnel, en le poussant dehors, obligeant ceux qui restent à travailler toujours plus, pour toujours aussi peu d'argent.

De nombreuses entreprises vivent les mêmes contraintes et bien des salariés se reconnaissent en écoutant la détresse de ceux de France Télécom enfin médiatisée. L'histoire de France Télécom a de plus que l'essentiel du personnel a été recruté dans les années 1970-1980, dans l'administration des PTT, à l'époque où l'État lançait une grande campagne d'équipement de tous les foyers. Cela a formé une génération d'agents solidaires, ayant une culture de service public aux abonnés (et non aux clients). Aujourd'hui, les valeurs sont inversées et sont difficiles à

partager. Quand, de surcroît, la fierté du métier qualifié est violemment mise à mal par la direction, le ras-le-bol devient total.

Quand les capitalistes ont décidé que les profits fabuleux des télécommunications ne devaient pas leur échapper plus longtemps, ils ont imposé la privatisation de l'ensemble des entreprises en Europe. La droite, comme la gauche qui a elle-même procédé à la première ouverture du capital, ont mis en œuvre ces politiques destructrices. Le nombre de suicides devenant un peu trop voyant, le gouvernement gesticule pour gronder la direction de France Télécom. Quelle hypocrisie ! Alors oui, il faut se débarrasser de cette direction qui n'a cessé de nier le problème posé par sa politique. Mais pour changer radicalement d'orientation et en finir avec la loi de l'actionnaire et du profit!

Correspondant

et aussi

DELANOË EXPULSÉ. Depuis la fermeture du centre de Sangatte, près de Calais, en 2002, les migrants affluent vers la capitale. Ces exilés, principalement afghans, irakiens et iraniens, se sont regroupés dans le 10^e arrondissement de Paris, où ils reçoivent conseils juridiques et aide humanitaire. C'est à l'État que revient le devoir de leur procurer un hébergement spécialisé, mais fallait-il pour autant plonger dans l'errance nocturne plusieurs dizaines d'exilés ? C'est pourtant ce qu'a fait Delanoë ! En effet, la Mairie de Paris a profité de l'été pour faire expulser les exilés (avec CRS et maîtres-chiens) des jardins Villemin et Satragne, autour de la gare de l'Est. Depuis, ils sont à la rue, pourchassés et gazés aux lacrymogènes par des policiers et des agents de sécurité, jusque sous les ponts où ils tentent de trouver refuge. Le Comité de soutien aux exilés du 10^e et plusieurs associations ont protesté contre ces agissements et se sont adressés à Delanoë par une lettre ouverte. Le maire de Paris a été interpellé publiquement le 14 septembre, lors du

compte rendu de son mandat annuel. La décision d'expulsion prise par le maire de Paris est dans la continuité du désir d'Éric Besson de « démanteler », d'ici à la fin 2009, les « jungles » du nord de la France, en particulier autour de Calais.

FREESCALE TOULOUSE EN GRÈVE. 800 salariés de fabrication et plus de 200 dans l'ingénierie de Freescale (sur 1 600 salariés) sont menacés de licenciement. Fin septembre, 236 salariés se retrouveront au chômage, la direction ayant lancé des procédures de licenciement durant l'été dans la division téléphonie. Excédés par ses « offres » concernant les primes de licenciement, les salariés, réunis le 7 septembre, ont cessé le travail et constitué un comité de grève comprenant des membres de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, ainsi que des non-syndiqués. Le comité de grève parle de « mouvement dur » et veut poursuivre la grève tant que la direction n'aura pas fait d'autres propositions sur les indemnités.

HÔPITAL MALADE. À Nancy, la situation et le moral des personnels soignants sont catastrophiques. Avec la loi Bachelot, 650 suppressions de postes sont prévues, pour améliorer les comptes déficitaires, mais les syndicats pressentent en réalité 1 000 emplois en moins. Une réunion unitaire s'est tenue le 9 septembre entre les organisations politiques (GA, GU, NPA, PCF, PG, RÉS) et les syndicats CGT et MG France (syndicat de généralistes), afin d'évoquer les actions communes à mener. Car il n'est pas question d'en rester là : pétitions et occupation des usagers de l'hôpital en soutien aux salariés sont autant de pistes abordées lors de la réunion. Les camarades du NPA défendront les personnels et feront connaître nos propositions pour un autre système de santé publique. La loi Bachelot ne constitue qu'une étape de plus dans la série des contre-réformes menées par les gouvernements de droite et de gauche depuis près de 30 ans.



et aussi



ÉDUCATION EN DANGER. Le 7 septembre, la mairie de Laroque-d'Olmes (Ariège) apprend la fermeture d'un poste dans l'une des écoles de la commune. Une jeune professeure des écoles, nommée en juin et venant d'effectuer sa première rentrée, doit quitter les lieux. Dans une commune déjà touchée par les fermetures d'usines, c'est la suppression de poste de trop. À l'initiative des élus « À Gauche Toute ! », la municipalité organise une réunion d'information et de protestation qui décide d'occuper l'école et d'y retenir symboliquement les enseignantes. Grâce à l'investissement des parents d'élèves, de certains élus et de la population, l'occupation se déroule parfaitement dans le calme. Les professeures reçoivent leurs familles, mangent avec les manifestants et dorment dans une salle transformée en dortoir. Mercredi soir, une négociation s'ouvre. Le piège ! Des gendarmes arrivent de partout, alors qu'il n'y en a jamais lorsque des problèmes de sécurité se posent dans la commune. Les enseignantes sont isolées du reste de la délégation et le substitut du procureur les sermonne, les menaçant de poursuites si elles ne se désolidarisent pas du mouvement. Les négociations n'aboutissent pas.

Les enseignantes sont « exfiltrées » et accompagnées chez elles, en trois convois. Mais la lutte s'est étendue aux communes voisines : six personnes, dont deux élus NPA, ont prévu un jeûne de protestation, du 16 au 17 septembre, et une manifestation est organisée le 18 septembre, à 9 heures, devant la préfecture de Foix.

SOLIDARITÉ MOLEX. À l'appel de l'UD CGT, 900 salariés de l'Hérault se sont rassemblés, le 9 septembre, en soutien aux salariés de Molex (sous-traitant automobile, Haute-Garonne), en présence de Bernard Thibault. Étaient présents des salariés de Freescale et des salariés de Ford Blanquefort qui avait effectué le voyage depuis Bordeaux pour apporter leur soutien et leur collecte. Le NPA a distribué un tract et participe au soutien et à l'organisation de la solidarité financière. Après s'être fait gentiment prié par Sarkozy, le repreneur américain a annoncé, le 15 septembre, qu'il reprendrait quinze à vingt personnes sur un effectif de 283 ! Plus que jamais, tissons la solidarité autour des Molex. Envoyez vos aides à « solidarité Molex », mairie, 5 rue Saint-Louis, 31 340 Villemur-sur-Tarn.



RENTÉE SOCIALE JEUNESSE SACRIFIÉE

Pour cette rentrée, les jeunes figurent parmi les premières victimes de la crise. Le chômage des 18-25 ans pointe aujourd'hui à 23,5% (selon une étude Insee du mois de juin), soit deux fois plus que le reste de la population. Dans une région ouvrière telle que la Lorraine, il a doublé depuis un an.

UNE GRANDE

partie des salariés licenciés ces derniers mois était âgée de moins de 30 ans. Pour cette rentrée, de nombreux jeunes diplômés vont venir rallonger les files d'attente de Pôle Emploi. Aujourd'hui, la seule réponse du gouvernement, pour sortir de la crise, est d'utiliser la jeunesse comme variable d'ajustement. Cela passe par la nouvelle mission « d'insertion professionnelle », allouée aux universités depuis la loi sur la liberté et responsabilités des universités (LRU), qui augmente le nombre de diplômes professionnels conclus avec les entreprises, type « licence chef de rayon Carrefour » à Paris X, qui ne donnent aucun droit sur le marché du travail et ne permettent pas de reconversion en cas de licenciement.

Cela passe également par les propositions du « Livre vert » de Martin Hirsch, notamment le doublement des contrats d'apprentissage d'ici 2015. Concrètement, cela signifie que l'État va financer des petits boulots de merde, sous-payés, et que les entreprises signant le contrat seront exonérées de cotisations sociales.

Par ailleurs, l'UMP réclame la création de statistiques de placement à la sortie de chaque formation proposée. Autrement dit, si les jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi, ce serait la faute de l'université. Or, les taux d'insertion sur le marché du travail dépendent avant tout du bassin d'emplois local et non de la formation : à diplôme égal, un étudiant de la fac de Dunkerque trouvera plus difficilement un emploi qu'un diplômé de la fac de Versailles-Saint-Quentin.

En avril dernier, Nicolas Sarkozy a annoncé le doublement du nombre de « contrats initiative emploi » (CIE), destinés aux jeunes de moins de 26 ans dans les entreprises. Dans ce type de contrat, l'État prend en charge la moitié du salaire (au Smic). Ce qui représente de nouvelles exonérations pour les patrons, sachant par ailleurs que ce type de contrat crée, au mieux, un « effet d'aubaine » : le jeune est embauché à moitié prix jusqu'à 26 ans et se retrouve au chômage quand son contrat aidé prend fin. C'est cette logique d'emplois précaires réservés aux jeunes que nous dénonçons déjà pendant le mouvement contre le CPE.

Il faut dénoncer ces contrats aidés – qui n'aident en réalité que les patrons – et qui ne permettent pas aux jeunes de s'insérer durablement sur le marché du travail. Aujourd'hui, la meilleure garantie contre le chômage reste nos diplômes. Ainsi, pour qu'ils soient reconnus par les patrons, nous revendiquons le passage des conventions collectives au format LMD, pour mettre fin à la dévalorisation systématique de nos diplômes. Enfin, nous exigeons le CDI comme contrat de référence et la mise en place d'une allocation d'autonomie pour tous les jeunes en formation ou en recherche d'emploi, de 16 à 25 ans, d'un montant égal au Smic et ce, quelle que soit leur origine sociale.

Morand Perrin et Justine Revol



TAXE CARBONE LE RÉCHAUFFEMENT VA CONTINUER

Jeudi 10 septembre, Nicolas Sarkozy a rendu les derniers arbitrages sur la taxe carbone qui sera mise en œuvre en janvier 2010. Elle frappera les revenus les plus modestes et n'aura pas d'effet écologique. Une tout autre politique est nécessaire.



La taxe pour la consommation d'énergies fossiles (gaz, fioul, essence) correspondra à 17 euros la tonne de CO₂, assez loin des 32 euros préconisés par la commission Rocard. Les 1500 entreprises françaises les plus polluantes seront exemptées de taxe, sous prétexte qu'elles sont déjà soumises au système européen d'échange de quotas de CO₂. Mais on oublie de dire que leurs quotas, correspondant à des droits à polluer, leur sont remis gratuitement et que cela continuera jusqu'à 2013, au moins. L'électricité sera totalement exonérée de la taxe carbone alors que les pics de consommation, principalement dus au chauffage électrique et nécessitant des importations d'électricité d'origine thermique, sont fortement émetteurs de gaz à effet de serre.

Telle qu'elle est mise en œuvre, la taxe carbone représente une attaque directe contre les classes populaires. La redistribution aux ménages se fera de manière homogène, que l'on vive des minimums sociaux ou du bouclier fiscal. Socialement injuste, elle n'est pas prévue pour aider à la conversion écologique de la société, et ne sera qu'une charge supplémentaire pour les ménages. Pendant ce temps, Sarkozy se bat à Bruxelles pour que l'Union européenne ne chiffre pas l'aide à apporter aux pays les plus pauvres pour les aider à faire face aux changements climatiques. Engager un mouvement de réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'augmentation des prix, cela revient à considérer que les ménages français sont d'incorrigibles gaspilleurs à qui il faudrait expliquer que l'énergie est un bien précieux ! La réalité est tout

autre. Le nombre de foyers contraints de restreindre leur consommation énergétique de base ne fait que croître. Les besoins élémentaires en énergie, se chauffer, se déplacer, ne sont plus couverts pour de très nombreux ménages. D'après des associations comme la Fondation Abbé Pierre, près de cinq millions de familles éprouvent des difficultés financières pour se chauffer l'hiver. Une véritable politique écologique devrait répondre aux besoins sociaux fondamentaux, tout en œuvrant au rétablissement des équilibres écologiques. À la logique de la taxe, nous devons opposer celle de la planification démocratique des besoins essentiels de la population. Pour rendre palpable cette perspective, nous pouvons d'ores et déjà revendiquer la gratuité des consommations énergétiques répondant aux besoins élémentaires, avec la mise

en place de tarifs fortement progressifs pour mettre un terme à toutes les consommations superflues. Pour mettre en œuvre une telle mesure, il faudrait revendiquer l'appropriation sociale de toutes les grandes entreprises du domaine de l'énergie (EDF, GDF-Suez, Total, etc.) et enclencher une politique publique de développement des transports, pour limiter fortement l'usage des transports routiers de marchandises et de la voiture individuelle. La logique capitaliste et sa déclinaison libérale actuelle sont des obstacles à la mise en œuvre de politiques à la fois justes socialement et réellement efficaces pour lutter contre le changement climatique. Dès maintenant, nous devons organiser l'opposition à la taxe carbone de Sarkozy et mettre en avant notre programme de rupture anticapitaliste et vraiment écologiste.

Damien Joliton

LE RSA entré en vigueur en juin 2009, remplace le RMI et l'allocation parent isolé (API).

Le RSA s'inscrit pleinement dans la logique de « l'activation des dépenses passives ». Autrement dit, l'indemnisation des chômeurs et les minimas sociaux sont de l'argent « dépensé inutilement », il faut donc « activer » ces dépenses pour remettre les personnes concernées au travail – peu importe, qu'il soit précaire et mal payé.

Les « bénéficiaires » du RSA doivent s'inscrire à Pôle Emploi, avec les contrôles et les radiations que cela implique. Qu'on ne s'y trompe pas, les grands bénéficiaires du RSA ne sont pas les précaires, qui au final le resteront, mais les patrons, à qui profitent les largesses économiques du gouvernement.

Ces derniers pourront ainsi abuser des contrats d'intérim, des CDD, des temps partiels et continuer à encaisser les diverses subventions que les collectivités leur accordent généreusement. Leur but étant d'optimiser leurs bénéfices, d'alléger la masse salariale et les cotisations. Par la même occasion, cela affaiblit le lien syndical qui unit les travailleurs, maintenus dans la pauvreté par des contrats précaires dévalorisants et dépourvus de perspectives d'avenir. De plus, cette mesure dite de solidarité sera financée exclusivement par les travailleurs, le bouclier fiscal exonérant les plus riches de tout nouvel impôt direct ou contribution à la société.



POURQUOI N'EN VE

LE CHÔMAGE N'EST PAS UN CHOIX

La volonté de contraindre les détenteurs de minima sociaux à la reprise d'un travail fait croire que le chômage serait volontaire et que les minima sociaux décourageraient la reprise d'emploi. Cette analyse, insultante pour les personnes privées d'emploi, est un mensonge. Selon une enquête récente de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), 28% seulement des Rmistes ne recherchent pas d'emploi, et parmi eux, 40% pour des problèmes de santé. De plus

c'est économiquement absurde puisque l'offre d'emploi n'est pas infinie, surtout en temps de crise. Cet *a priori* complète l'idée fautive selon laquelle le coût du travail serait trop élevé en France, alors que ce sont les taux de profits qui sont trop hauts. C'est pourquoi nous revendiquons une **augmentation des revenus de 300 euros pour tous, ainsi qu'une revalorisation du Smic à 1 500 euros net.**

LES CONTRATS PRÉCAIRES PRIVILÉGIÉS

La précarisation de l'emploi risque de s'accroître avec le RSA qui fonctionne comme une subvention aux entreprises pratiquant des politiques de bas salaires et d'emplois précaires. Tous les types de contrats précaires et sous-payés sont favorisés, puisque les chômeurs se retrouveront sous la pression du contrôle permanent avec menaces de radiation, les rendant corvéables à merci. Le revenu minimum est supprimé de fait, le droit du travail est remplacé par le droit de travailler. Le RSA, véritable

générateur de précarité, illustre bien le projet libéral visant à flexibiliser le marché de l'emploi pour en dégager plus de profits. Mais cette insécurité sociale n'est pas une fatalité. **Refusons le travail forcé et les petits boulots aux conditions dégradées, sous-payés, exigeons un droit à un emploi de qualité pour tous. Il faut interdire les licenciements par une obligation imposée solidairement au patronat de maintenir les contrats de travail et de transformer les emplois précaires.**

LES FEMMES ENCORE PLUS FRAGILISÉES

Le RSA fait l'apologie du temps partiel chez les femmes. Celui-ci constitue une autre source de flexibilité pour les entreprises, ce qui a contribué à la progression du nombre de « travailleurs pauvres », particulièrement parmi les mères célibataires. 82% des salariés à temps partiel sont des femmes. Le RSA contribue à précariser les femmes, voire à les renvoyer à la maison. En effet, dans le cas d'un couple, le RSA amène un Smic plus rémunérateur à l'un, mais des études de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) montrent

que le gain est réduit pour l'autre, le plus souvent la femme. Or, lorsque la garde des enfants pèse plus dans les dépenses qu'un retour à l'emploi, le choix est vite fait. Résultat, une aggravation des inégalités salariales. La lutte contre la précarité passe donc par **l'arrêt des discriminations sous toutes leurs formes (raciste, sexiste...), par l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, par la continuité des droits sociaux (revenu, formation, logement, santé) pour tous, étudiants, salariés, chômeurs, personnes en congés parentaux...**

manifestations contre

LE RSA POURQUOI ON PEUT PAS

LES PREMIERS EFFETS DU RSA

Le RSA est expérimenté depuis 2007. Un premier bilan montre que 9% des précaires auraient retrouvé un emploi grâce au RSA. Mais, seuls 28% d'entre eux bénéficient d'un « emploi durable » - c'est-à-dire un CDI ou un CDD de plus de six mois... et à peine 25% d'un temps plein. En outre, le revenu moyen (salaire/RSA/prime pour l'emploi) s'élève à 900 euros, soit, pour certains, une véritable régression. Généralisé depuis juin dernier, le RSA s'adresse à 3,5 millions de ménages. Or environ 10% seulement en a réellement profité, alors que 8 millions de personnes (soit 13% de la population) vivent toujours en-deçà du seuil de pauvreté (880 euros par mois). Certains bénéficiaires potentiels seraient donc encore méfiants? Davantage de contrôles, un formulaire intrusif pour la vie privée (fichage administratif et fiscal), une restauration de l'obligation alimentaire (aide matérielle versée à un proche sans subsistance), un dispositif kafkaïen, de quoi être réticent! Mauvais bilan pour Martin Hirsch qui joue là sa notoriété de bon samaritain. Pendant que le gouvernement renforce sa stratégie de communication pour nous convaincre des bienfaits du RSA, voici cinq bonnes raisons de ne pas cautionner les stigmatisations et les menaces sur les précaires. Nous ne voulons pas Rester Sans Argent!

INEFFICACE POUR RETROUVER UN TRAVAIL

Cohérent avec le principe selon lequel il faudrait « travailler plus, pour gagner plus », le RSA renforce la valeur travail par rapport à la solidarité. Sauf que le travail ne paye plus, d'ailleurs pour beaucoup, il n'y en a plus! Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi a franchi les 4 millions de personnes et le nombre d'offres a diminué de 50%. Les problèmes de santé, de transport, de gardes d'enfants... sont des freins plus importants pour reprendre un travail, que le manque d'incitations financières. Avec le RSA, les conditions de travail des salariés débordés et

stressés de la Caisse d'allocations familiales et de Pôle Emploi s'aggravent. Ce dernier accuse le coup de la fusion ANPE-Assedic et l'augmentation du nombre d'inscrits. Les CAF font face aux effets de la crise avec une fréquentation en augmentation de 12% au premier trimestre 2009 par rapport à 2008. Il faut développer des services publics de qualité, diminuer la durée du travail et créer de l'emploi pour que TOUS travaillent moins et gagnent plus! Cela nécessite de repenser le travail en fonction de nos besoins et de façon à respecter l'environnement.

LES JEUNES DAVANTAGE EXPLOITÉS

Le Livre vert de Martin Hirsch, rendu public avant l'été annonçait un projet d'extension du RSA aux jeunes salariés de moins de 25 ans, actuellement privés de toute forme d'assurance chômage. Loin d'être un progrès, cela constituerait une extension de la précarité et une mise en concurrence accrue des salariés en CDI et en contrats précaires. La logique du RSA est de créer un sous-salariat surexploité. Cela passe inévitablement par une instrumentalisation de la jeunesse, variable d'ajustement pour

maintenir à tout prix les taux de profits et briser les acquis collectifs des salariés. Une loi-cadre mettant en application les revendications du Livre vert est prévue pour l'automne. Pour mettre en échec la généralisation de la précarité, il faut, plus que jamais, lutter contre les différents types de contrats sous-payés réservés aux jeunes. **Un CDI pour tous, une allocation d'autonomie égale au Smic pour tous les jeunes de 16 à 25 ans, en formation ou en recherche d'emploi.**

QUE FAIRE CONTRE LA PRÉCARITÉ ?

La précarité n'est pas une fatalité, de nouveaux droits sociaux doivent renverser ce climat angoissant d'incertitudes. Plus que jamais, la lutte contre la précarité doit être liée à une perspective anticapitaliste, pour en finir avec cette société et toute forme d'exploitation et d'oppression.

LE 17 OCTOBRE, MANIFESTONS

Une manifestation nationale est organisée par le Collectif droits des femmes pour dénoncer les effets de la crise, la place des femmes dans la société, les inégalités dans le monde du travail : <http://www.collectifdroitsdesfemmes.org>

LE 5 DÉCEMBRE, MARCHES RÉGIONALES

Des marches régionales organisées par le collectif Droits nouveaux (associations, syndicats et partis politiques) auront lieu pour dénoncer la précarité et les licenciements. Ces marches aboutiront en manifestation dans les grandes villes, le 5 décembre. Pour participer, contacter : agdesprecaires@gmail.com



RENCONTRE JEUNES DE TOUS PAYS

Cette année, les Rencontres internationales des jeunes (RIJ) se sont déroulées en Grèce et ont rassemblé 460 jeunes venus d'Europe et du monde entier. 106 militants ou sympathisants du NPA y ont participé.

CHAQUE ANNÉE, la IV^e Internationale, à laquelle appartenait la LCR et avec qui le NPA continue d'entretenir des relations, organise, durant une semaine, un camp regroupant des jeunes militants anticapitalistes et révolutionnaires. Appartenant aux sections de la IV^e Internationale et à des organisations amies, ou des sympathisants, ils sont venus de Grèce, d'Italie, de l'État espagnol, de France métropolitaine, de Martinique, du Portugal, de Belgique, de Suisse, d'Allemagne, du Danemark, de Suède, des Pays-Bas, des Philippines, du Mexique, du Brésil, de Turquie. Il faut noter la présence, cette année, de camarades des anciens pays de l'Est : Pologne, Russie, Biélorussie et Croatie. À l'occasion de ces rencontres, les militants ont pu échanger leurs expériences de lutte, parler des attaques que subissent les jeunes et les salariés du monde entier et, ainsi, se forger une meilleure compréhension du fonctionnement et des rouages du capitalisme, pour pouvoir le renverser.

Cette semaine a été l'occasion d'approfondir les discussions sur la crise économique et de mesurer les conséquences désastreuses qu'elle entraîne sur les travailleurs du monde entier : des milliers de licenciements, un chômage qui explose, une répression qui s'intensifie, des contre-réformes dans les services publics et l'éducation. Des réformes similaires dans l'éducation ont eu lieu en France, en Italie, dans l'État espagnol, en Croatie. Constatant que des luttes importantes existaient aux quatre coins du monde, en particulier dans la jeunesse, a redonné confiance aux participants dans leur capacité à résister. En décembre dernier, la Grèce a connu un soulèvement massif de la jeunesse contre la répression policière, leurs conditions de vie et leur avenir compromis. Un mouvement important a eu lieu en France et en Italie, dans l'éducation, notamment les universités. Des facs ont également été occupées en Croatie et dans l'État espagnol.

Face à la crise du capitalisme et à l'évolution vers la droite de la gauche traditionnelle, la construction de partis capables d'organiser la résistance est une question centrale. En Grèce, la gauche révolutionnaire s'est rassemblée après la révolte de décembre et en Espagne, un parti indépendant de la gauche institutionnelle a été créé et est apparu sur la scène politique lors des élections européennes. Le camp a donc été un moment important d'échanges sur la construction de nouveaux partis anticapitalistes. Nous avons fait partager notre expérience du processus de fondation du NPA et appris des expériences dans d'autres pays. L'année prochaine, les RIJ se dérouleront en Italie. Nous espérons qu'elles pourront rassembler encore plus de jeunes du NPA qui feront ainsi l'expérience de l'internationalisme vivant.

Secrétariat jeunes du NPA

article en version longue sur
www.npa2009.org



Port-Leucate, 23 août, Omar Barghouti. (STÉPHANIE CLAVERIE)

PALESTINE IMPUNITÉ, RESPONSABILITÉ ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le 23 août dernier, lors de l'Université d'été du NPA, Omar Barghouti expliquait l'urgence de mener la campagne BDS. Extraits.

Le 9 juillet dernier, la société civile palestinienne a célébré le 4^e anniversaire de l'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS), contre Israël. (...) L'oppression israélienne se décline depuis plusieurs décennies en trois principaux points qui sont au cœur de l'appel BDS : - l'occupation coloniale prolongée de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-est, et d'autres territoires arabes ; - le système légalisé et institutionnalisé de discrimination contre les Palestiniens, variante israélienne de l'apartheid ; - la négation persistante des droits, reconnus par l'ONU, des réfugiés palestiniens, le plus important étant leurs droits aux réparations et au retour dans leur foyer d'origine, conformément à la résolution 194 de l'ONU. (...) La plus importante de ces trois injustices est évidemment la

dernière, la négation par Israël du droit au retour des réfugiés palestiniens. (...) Que demande précisément l'appel BDS? Nous demandons au monde entier de boycotter Israël, ses institutions et ses entreprises, et aussi de retirer leurs investissements dans les entreprises qui bénéficient de l'apartheid, de l'occupation ou de la négation des droits des réfugiés. (...) Lors du boycott contre l'Afrique du Sud, toutes les institutions du régime d'apartheid ont été boycottées : institutions culturelles, sportives, universitaires, économiques... Nous demandons que les mêmes mesures soient appliquées à l'apartheid israélien. Mais le boycott n'est-il pas contre-productif dans la mesure où il touche aussi les Palestiniens? C'est à nous, Palestiniens, de décider. Nous apprécions votre solidarité, mais nous sommes assez matures pour décider de ce qui est dans notre intérêt. Oui, le

boycott a un prix pour nous, mais il est évident que notre société, dans sa grande majorité, est prête à payer ce prix afin de mettre un terme à l'oppression israélienne. Le BDS peut-il être efficace face à un pays aussi puissant qu'Israël? (...) En seulement quatre ans, le mouvement BDS contre Israël a obtenu plus de résultats que nos camarades d'Afrique du Sud n'en avaient obtenu durant les vingt premières années de leur campagne. Nous avons désormais le soutien d'importants syndicats, de l'Afrique du Sud à la Grande-Bretagne, en passant par le Canada et plusieurs pays européens, y compris la France et l'Italie. Mais au final, tout boycott d'Israël n'est-il pas par définition antisémite? En vérité, c'est cette accusation qui est elle-même antisémite, dans la mesure où elle sous-entend que toute opposition au sionisme en tant qu'idéologie coloniale

et raciste, toute critique d'Israël ou toute action contre sa politique d'oppression serait par définition une attaque contre tous les juifs, comme si tous les juifs soutenaient, en bloc Israël, et étaient collectivement responsables de sa politique. C'est ce présupposé qui est la définition même de l'antisémitisme! Le mouvement BDS représente non seulement une forme de résistance non-violente, progressiste, antiraciste, juste et efficace, mais offre aussi l'opportunité de devenir le catalyseur politique et la boussole éthique pour un mouvement social international renforcé et revigoré, capable de rétablir la primauté du droit international et de réaffirmer le droit de tout être humain à la liberté, l'égalité et la dignité. Après celle de l'Afrique du Sud, l'heure de la Palestine a enfin sonné.

Traduction Julien Salingue

et aussi



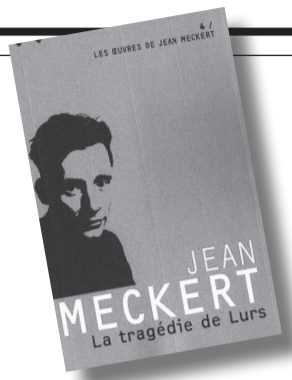
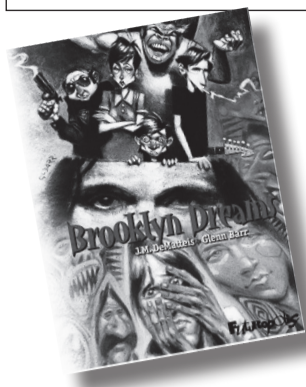
OBAMA FACE A LA RÉACTION. Des dizaines de milliers de réactionnaires brandissant des portraits d'Hitler et de Staline ont envahi Washington, samedi 12 septembre, pour protester contre le projet de réforme de l'assurance maladie de Barack Obama. Les entreprises pharmaceutiques s'opposent au projet de peur d'être obligées de baisser les prix exorbitants des médicaments, source de leurs profits. Les compagnies d'assurance, en situation de quasi-monopole, redoutent l'instauration d'une « option publique », un organisme d'assurance financé par l'administration fédérale. Le projet d'Obama obligerait les patrons ayant plus de 25 salariés à les assurer. 46 millions d'Américains sont en permanence sans couverture maladie. À cause des licenciements, 56% de la population ont été privés pendant au moins un an de couverture médicale. Obama prévoit de financer sa loi en faisant faire des économies aux entreprises de santé et en particulier au réseau

hospitalier. Il n'a pas l'intention de céder sur l'assurance obligatoire mais, il cherche des compromis et pourrait renoncer à instaurer l'option publique pour la remplacer par des coopératives privées de santé financées par le gouvernement.

BOURBIER AFGHAN. L'élection présidentielle afghane du 20 août n'a été qu'une fraude grossière (lire *Tout est à nous* ! n°20). Le président sortant, Hamid Karzai, serait élu avec 54% des voix mais 15% des bulletins sont considérés comme douteux. Cela met dans un très grand embarras les puissances occidentales dont les armées occupent le pays « pour rétablir la démocratie ». Le bourbier militaire devient aussi politique. Après celui des talibans (ethnie pachtoune), un nouveau front pour le retrait des troupes étrangères risque de s'ouvrir avec celui des partisans déçus du candidat Abdullah Abdullah (ethnie tadjik et azara). Nicolas Sarkozy persiste dans

le maintien des 3250 militaires français engagés en Afghanistan pour « lutter contre la barbarie », une lutte qui se mène avec les techniques « civilisées » de bombardement de villageois et de leurs enfants. Un sondage du mois d'août montre que 64 % des Français y sont opposés. Développons la mobilisation internationale de solidarité avec le peuple afghan pour le retrait de toutes les troupes.

JOBS À LA LOTERIE EN ITALIE. Tigros, une entreprise possédant 59 supermarchés a décidé de fêter son trentième anniversaire en organisant une loterie dont les dix premiers prix sont des emplois de magasinier ou de cariste, en CDD d'un an. Pour « jouer », les clients devront posséder une carte de fidélité du magasin. Les gagnants seront payés au Smic. Cette farce grotesque montre comment le patronat considère les salariés et les clients en temps de crise.



BD
BROOKLYN DREAMS/
J.M. De Matteis, Glenn Barr/
FUTUROPOLIS/26 EUROS
 Cet ouvrage a toutes les qualités d'un roman passionnant, une floraison de styles graphiques différents en plus. Sous une forme autobiographique, c'est le récit d'un adolescent de 17 ans dans le Brooklyn des années 1970. Vince Santini, fils d'un père italien volcanique et d'une mère juive angoissée, réalise à travers ce livre comme une véritable psychanalyse, qui prend la forme de récits emboîtés, pour le plus grand intérêt du lecteur. Chaque histoire prend une forme graphique différente, plus ou moins réaliste. On y apprend comment son père est persuadé qu'il est le fils de son oncle, comment Vince découvre les drogues psychédéliques et l'amour, comment un chien abandonné entraîne des problèmes familiaux... À la fois drôle et émouvant, un grand livre.

Sylvain Pattieu

MUSIQUES
ALBUM D'OR DE LA
BIGUINE/FRÉMEAUX
ET ASSOCIÉS
 Bien avant le zouk et le regga, la Guadeloupe avait déjà réussi à conquérir les pistes de danse de la métropole grâce à la biguine. Ce style musical, magnifié par les ensembles de quadrille et contemporain du jazz auquel il se maria naturellement, connut un profond regain d'intérêt lors du réveil culturel créole des années 1960-1970. Servi à merveille par la clarinette allègre de Robert Mavounzy, l'émotion vocale de Manuela Pioche et le violon agile d'Élie Cologer, cet « album d'or » enregistré en 1966, enfin réédité, en reprend donc les plus beaux morceaux. Il permet alors à toute une génération de redécouvrir, loin des inévitables défauts des 78 tours de leurs parents, les grands classiques de la musique de danse antillaise. Rarement le terme d'héritage n'aura été aussi justifié.

King Martov

ROMAN
LA TRAGÉDIE DE LURS/
Jean Meckert/JOËLLE LOSFELD/
245 PAGES/10 EUROS
 Lurs, petit village où la famille Drummond a trouvé la mort une nuit d'août 1952. La presse y arrive à l'affût, la police arrête un clan, les Dominicis, dont le patriarche Gaston est un résistant communiste. Après bien des cafouillages et moult témoignages de dernière minute, ses propres fils l'accusent. Jean Meckert révise cette affaire, y dénonçant la voracité de la presse et du public cannibales : « *Innocent que j'étais, de n'avoir pas compris que les monstres servent d'exutoire au sadisme larvé des honnêtes gens...* » L'auteur, résistant dans l'Yonne, est un maître du langage parlé. Envoyé à Lurs, il écrit : « *L'information a jugé. Elle s'est payé du vieillard monstrueux au même titre qu'elle a besoin de s'envoyer de la mère indigne ou du charretier brutal.* » Ce livre haletant nous rappelle l'histoire d'une des affaires les plus marquantes du xx^e siècle.

Christophe Goby

ROMAN
ON S'Y FERA/Zoyâ Pirzâd/
LIVRE DE POCHE/320 PAGES/
6,50 EUROS
 Avec ce premier roman traduit en français, l'écrivaine iranienne, Zoyâ Pirzâd, nous plonge dans la vie quotidienne d'une femme active de Téhéran. Arezou, divorcée, gère l'agence immobilière qu'elle a reprise à la mort de son père. Elle doit également faire face à ses responsabilités familiales, l'éducation de sa fille, Ayeh, adolescente gâtée et capricieuse, ainsi que ses obligations à l'égard de sa mère. Heureusement, elle peut compter sur le soutien de Shirine, sa meilleure amie, qui s'est mis en tête de lui faire rencontrer un homme. À travers l'ensemble de ces personnages, Pirzâd dresse, avec beaucoup de finesse et d'humour, un tableau vivant de la société iranienne contemporaine – en particulier de la situation des femmes – de ses tabous et de ses non-dits, tout en se jouant des clichés.

Christian Lueckner



<http://www.encre-rouge.org>

Le site de la branche industries graphiques du NPA fait peau neuve. Vu les très graves attaques que subit cette profession, les informations concernant les nombreuses luttes dans ce secteur sont mises en avant. Les bulletins sur papiers du même nom y sont aussi en ligne en PDF. Enfin, le très apprécié « capitalist'attitude » (petites brèves mettant en lumière le fonctionnement fou du système capitaliste) fait aussi la une.

www.oip.org

L'Observatoire international des prisons (OIP) a pour but de promouvoir le respect des droits des personnes détenues. Il diffuse des informations fiables sur le monde carcéral. Il a obtenu des victoires décisives en matière de droit pénitentiaire et a mené une intense activité de lobbying pour tenter de limiter les dégâts de la nouvelle loi pénitentiaire.

www.prison.eu.org

Composée d'anciens détenus, d'artistes, d'universitaires, d'associations... Ban public développe son action autour d'un site. Les informations disponibles touchent à la vie « dedans » et « dehors ». En diffusant une information régulière sur les suicides, Ban public a récemment mis en échec les tentatives de camouflage par le ministère de la Justice du nombre réel de suicides et de morts suspects en détention.

MÉDIAS TROIS NOUVEAUX TITRES FÉMININS-FÉMINISTES

« Causette », « Osez le féminisme », « Les Poupées en pantalon », à lire, à découvrir et peut-être à adopter...

Bonne nouvelle pour toutes celles (et les quelques ceux), qui apprécient de lire les magazines féminins. Un (presque) nouveau titre a fait son apparition dans certains kiosques¹. Son nom? *Causette*. Sa particularité: 100 pages sans pub et, surtout, des articles qui ne traitent pas de sujets aussi fondamentaux que perdre 20 kg en 20 minutes, avoir dix orgasmes par jour ou encore comment porter ce délicieux « top » qui ne coûte que deux mois de salaire. Exemples au sommaire de ce déjà quatrième numéro: enquête sur l'assassinat de Natalia Estemirova, interview de Brigitte Fontaine et un dossier sur le clitoris... C'est bien sur le gâteau: les photos sont belles, le magazine est bien maqueté et le prix est tout à fait abordable (4,90 euros). Attention, il ne faut pas s'attendre à une revue féministe, ce n'est d'ailleurs pas la démarche revendiquée, mais bien à un féminin intelligent. La preuve, son sous-titre: « *Plus féminine du cerveau que du capiton* ».

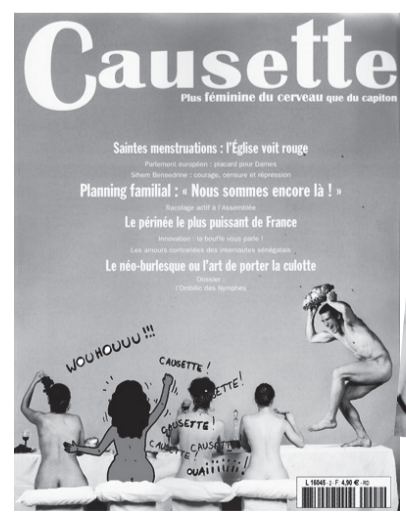
Autre nouveauté, pour les militantes qui recherchent des articles vraiment féministes, est apparu sur la toile, un autre titre: *Osez le féminisme*². « *À l'origine, ce sont des militantes qui se sont rassemblées après la pétition pour sauver le Planning*

familial en janvier dernier, explique Caroline De Haas, ancienne secrétaire nationale de l'Unef, membre du PS, et une des principales animatrices du projet. *On veut dire qu'on en a assez de cette société où les femmes gagnent encore 20% de moins que les hommes et où il se produit un viol toutes les dix minutes.* » Autour d'*Osez le féminisme* se retrouve un comité d'animation d'environ 20 personnes et 35 participent à la rédaction. On y trouve des rendez-vous comme le festival Femmes en résistance, qui se déroulera à Arcueil (Val-de-Marne) les 26 et 27 septembre, des brèves et un dossier. Dans le premier numéro, le dossier était consacré aux violences faites aux femmes et dans le numéro 2, il porte sur les religions et les droits des femmes. Sujets actuels s'il en est. En ligne de mire pour ces militantes, la préparation de la manifestation du 17 octobre avec l'organisation, le 2 octobre, d'un évènement destiné aux jeunes. Car pour Caroline De Haas, le féminisme est aussi « *un outil de réunification de la gauche* ». Enfin, devrait paraître incessamment une nouvelle revue intitulée *Les Poupées en pantalon*. Au démarrage du projet, dix étudiantes, dont certaines membres du NPA de Strasbourg (Bas-Rhin). « *Nous avons décidé, au mois de mai*

niste. Notre but, conserver certaines des formes de ce type de presse, adopter un ton assez mordant, parfois léger et ajouter à tout cela plusieurs dossiers de fond, qui touchent aux questions de genre, de sexualité, d'histoire des luttes féministes. » Contrairement au réseau Osez le féminisme, elles ne souhaitent pas s'adresser exclusivement aux militantes, « *mais nous voulons surtout aller vers l'ensemble des femmes. Le meilleur moyen était alors d'être chez les coiffeurs, dans les salles d'attente, dans les gares... et dans les sacs à main.* » D'où la volonté de publier un magazine sur papier, d'une quarantaine de pages, dont la plupart sont déjà rédigées. Au sommaire, entre autre, une rétrospective sur le MLF, les Saris roses (féministes indiennes), les femmes au travail... mais aussi des pages modes, sexualité. Pour le lire, il faudra attendre que le budget d'impression soit bouclé.

À suivre...
 Dominique Angelini

1. Pour trouver *Causette*, il suffit d'envoyer un mail à dansma-ville@brindecausette.fr vous recevrez un message avec tous les points de vente à côté de chez vous.
2. Un projet de version papier est en cours. Mais pour le moment le journal de huit page est visible sur : www.osezleféminisme.fr



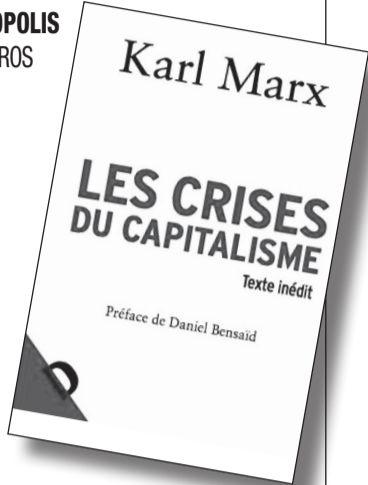


LES CRISES DU CAPITALISME

KARL MARX

Préface de **DANIEL BENSÂÏD**

EDITIONS DEMOPOLIS
204 PAGES, 14 EUROS



LE TOUR de force de Marx, c'est d'avoir traversé les apparences, la surface confuse des choses : la crise financière, pour trouver au cœur du système les causes et les mécanismes du phénomène le plus complexe de la production capitaliste, les crises générales du marché mondial. Si la crise actuelle n'était que l'aboutissement d'un processus de financiarisation alimenté par la spéculation sur des capitaux ne trouvant pas à s'investir dans la production, alors la réponse serait dans la réglementation de la finance, l'encadrement de la spéculation et la moralisation du capitalisme. Ces analyses superficielles, largement partagées à droite comme à gauche, réduisent la crise au rôle de l'argent et à son utilisation abusive.

Pour Marx, au contraire, les causes de la crise sont dans la nature même du capitalisme. La recherche incessante de l'accroissement de la plus-value et de la valorisation du capital incite chaque entreprise à produire toujours plus de marchandises alors que la consommation reste limitée. Le processus d'accumulation du capital peut conduire à une crise de surproduction. La force révolutionnaire de l'analyse de Marx, c'est le lien entre argent-crise financière, marchandises-crise de surproduction et lutte des classes-chômage et licenciements. Le capital sous forme d'argent ne fonctionne comme capital que s'il se transforme à un moment donné en marchandise puis en argent en ayant dégagé un profit. La crise actuelle marque, comme la crise de 1929, l'explosion des contradictions du capitalisme fondé sur l'exploitation des travailleurs. Face aux contre-vérités économiques propagées par l'idéologie dominante, ce texte inédit de Marx apporte une analyse rigoureuse et constitue une arme politique pour le combat anticapitaliste.

Frédéric Gudéa

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

**LOI PÉNITENTIAIRE
RIEN DE NOUVEAU À L'OMBRE**

La loi qui devait améliorer la condition des détenus est examinée à l'Assemblée nationale. Contrairement à la volonté affichée, elle contient de nombreuses régressions.



Les suicides, la suppression des juges d'instruction et les récentes évactions détournent l'attention de la loi pénitentiaire en cours de discussion au Parlement et qui doit être votée le 22 septembre prochain.

Pourtant celle-ci va déterminer la vie quotidienne de centaines de milliers de personnes qui se retrouveront derrière les barreaux dans les années à venir. Interpellé, en 2006, par les États généraux de la condition pénitentiaire, Sarkozy, alors en campagne électorale, avait promis une loi pénitentiaire garantissant les droits des détenus. Une fois élu, il a commencé par remplir un peu plus les prisons en faisant adopter une loi sur les peines planchers et une autre sur la rétention de sécurité. Récemment, il y est allé lui aussi de son couplet sur la prison «honte de la République» et s'est félicité de l'adoption prochaine de la loi pénitentiaire censée accorder de nouveaux droits aux détenus.

Sans surprise, la loi en discussion dissimule mal, derrière quelques avancées, d'importantes régressions.

Les améliorations se bornent à autoriser les détenus à téléphoner aux membres de leur famille (mais pas à leurs proches) et à d'autres personnes «pour préparer leur réinsertion». Bien entendu, pas question de portables pour l'administration pénitentiaire. En termes de santé, la permanence des soins doit être assurée, ce qui signifie qu'un détenu pourra enfin (en théorie) recevoir des soins le soir et le week-end, contrairement à la situation actuelle dénoncée par le Comité européen de prévention de la torture. En outre, le médecin intervenant en prison ne devra exercer sa mission que dans l'intérêt du patient, c'est-à-dire qu'il pourra refuser de se transformer en auxiliaire des surveillants. Enfin, pour le travail en prison, la reconnaissance d'un taux horaire minimum indexé sur le Smic constitue un petit pas en avant, tant la législation française est en retard par rapport aux autres pays européens.

DES DROITS EN RÉGRESSION

Pour autant, la situation des détenus risque de ne pas s'améliorer, voire de s'aggraver. Ainsi, le «droit au respect de la dignité de la personne détenue» solennellement proclamé à l'article 10 est aussitôt bafoué à l'article 24. Dorénavant, ce sera l'administration pénitentiaire et non plus le juge qui pourra décider de faire pratiquer par un médecin un toucher rectal ou vaginal. Quant à la procédure disciplinaire, si la durée maximale de placement au mitard



passera de 45 à 30 jours (contre 14 en Grande-Bretagne, 9 en Belgique et 3 en Irlande), la commission de discipline qui en décide est toujours présidée par le chef d'établissement, de sorte que ses décisions resteront des parodies de justice. Une des avancées de la loi qui devait augmenter les possibilités d'aménagement de peine, par le recours au bracelet électronique, à la semi-liberté, au placement externe en foyer pour les condamnés à deux ans ou moins a été battue en brèche par les députés UMP. Cette disposition ne sera donc applicable ni aux récidivistes, ni aux délinquants sexuels.

La loi met en place de nouveaux travaux forcés (art.11 ter). Tout condamné sera tenu d'exercer, sous peine de sanctions, une des activités qui lui sera proposée, et ceux qui ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture ou la langue française auront l'obligation de s'y coller! Enfin, Michèle Alliot-Marie, ministre de la Justice, remet en cause l'encellulement individuel, qui découle quand même d'une loi de 1875, certes jamais appliquée. Alors que le projet initial prévoyait d'atteindre cet objectif d'ici 2012, par la construction de nouveaux établissements pénitentiaires, la garde des Sceaux inscrit dans le droit la surpopulation carcérale chronique et déclare que ce sera selon le choix des détenus! En fait les détenus auront «le choix» de changer de prison et donc dans la majorité des cas de s'éloigner de leur proches puisque peu de pri-

sons ont la capacité d'accueillir les détenus dans des cellules individuelles. Face à cette machine à broyer qu'est l'administration pénitentiaire, le combat que mènent les associations telles que l'OIP et Ban public sur les terrains juridique et de l'information est utile et indispensable (cf. p.9) Sans négliger ces aspects, la commission «prison/répression/défense des libertés publiques/libertés» en cours de constitution, s'est donnée notamment pour tâche ambitieuse de préparer le NPA à renouer le fil avec les actions militantes des années 1970 dans le milieu carcéral.

André CHOAGAZ

L'ARCHIPEL DU PÉNAL EN CHIFFRES

194 établissements pénitentiaires dont 111 maisons d'arrêt, 77 établissements pour purger une peine et 6 établissements pénitentiaires pour mineurs. Surpopulation (2 à 3 personnes pour 9/10 m²) dans les maisons d'arrêt. Au 1^{er} juillet 2009 : 62 420 personnes incarcérées pour 53 000 places (dont un quart en détention provisoire). 7 000 personnes sur 47 000 condamnés avaient un aménagement de peine (dont 4 500 sous bracelet électronique). Retour en prison après cinq ans : 41 % tous délits confondus, mais moins de 0,5 % pour les homicides. Suicides : 94 suicides en 2009. Sept fois plus qu'en liberté.

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

SOLIDARITÉ. J.L. : Je voudrais commencer tout d'abord par vous remercier pour le travail que vous faites au journal *Tout est à nous* ! J'aimerais que vous fassiez un article sur le travail le dimanche, plus exactement sur l'ouverture des grands magasins ! Car on nous dit que les salariés sont libres de refuser de travailler ce jour-là ! Alors que c'est faux, on sait très bien qu'on les oblige à venir. Je voudrais faire un appel à la solidarité envers nos camarades salariés des grands magasins, en boycottant les magasins le dimanche ! Si un grand nombre de personnes ne venait plus faire leurs courses ce jour-là, on permettrait à nos camarades salariés de se reposer. J'aurais un autre sujet à vous proposer ! Une nouvelle loi va surgir sur la burka (le voile intégral musulman). Le problème de ces femmes qui portent ce voile, c'est que si on les empêche de le porter, elles ne pourront plus sortir de chez elles et seront encore plus isolées. Alors je pense que cette loi n'est pas la solution, mais

sera encore pire pour leur vie sociale. Si vous pouviez en parler pour faire avancer les mentalités et pour ne pas oublier ces femmes musulmanes qui ont aussi besoin que l'on parle d'elles.

POUR UN «RÉALISME SOCIALISTE» ? F B (METZ) : La critique du film de Jacques Audiard *Un prophète* sur une demi-page de notre hebdo est proprement consternante. Sacrée conception de ce qu'est une œuvre d'art, de la place et du rôle de l'artiste ! Certainement Audiard aurait-il dû avoir la sagesse de venir prendre sa «feuille de route» auprès des auteurs avant d'entamer son travail ! Comment a-t-il pu oublier de «traiter de la surpopulation carcérale, aucun plan, même furtif...» ? Et surtout «on regrettera que pas un mot ne soit dit du suicide». Si, justement, il y a un suicide, un faux suicide et un vrai meurtre ! Pire que l'occultation donc ! Il faudrait alors dénoncer chez Audiard

une complicité avérée avec la politique ultra sécuritaire de Sarko ! Cette critique dans notre hebdo est lamentable. Il faut aller voir *Un prophète*, un très grand film. Et que le débat s'engage.

ÉLECTION CANTONALE. G. U. (DOUBS) : Le 6 septembre, à Ginestas (Aude), il y avait une élection cantonale partielle à la suite de l'invalidation de l'élu en titre, Gérard Schivardi. Ce dernier, candidat du POI à l'élection présidentielle, un des quatre secrétaires généraux dudit POI a laissé la candidature à sa femme, Francine. Avec un tel pedigree du mari, on pouvait s'attendre de la part de la candidate, à un positionnement politique clair et franc à gauche. Mais si Francine Schivardi est arrivée en tête avec 46,44% des suffrages, c'est en tant que candidate sans étiquette. Un condensé du lambertisme en quelque sorte.



NPA À LA FÊTE DE L'HUMA

Pendant trois jours, la fête de l'Humanité a été l'occasion de débats pendant lesquels les militants du NPA ont pu développer nos propositions d'alternative.



Pour la première fois, le NPA a participé à la fête de l'Humanité.

Pendant trois jours, les débats avec ceux et celles qui passaient devant le stand, qui s'y arrêtaient, ont permis de faire mieux connaître le NPA et ses propositions en matière d'alternative politique, sociale et économique.

Nous avons distribué une adresse aux militants et militantes du PC « Ensemble, rassemblons celles et ceux qui refusent de payer la crise » dans laquelle le NPA rappelle notamment sa disponibilité « au PCF, au PG, à la Fédération, aux Alternatifs et à LO pour un accord unitaire durable, dans la rue et dans les urnes, fondé sur un plan d'urgence sociale et écologique répondant aux besoins de la grande majorité de la population ».

Deux débats ont été organisés dans le stand. Un débat sur la répression antisyndicale en Kanaky avec des représentants de l'USTKE, du PT, de Rheebu Nu'u et de l'Union calédonienne, et un débat intitulé Écologie et anticapitalisme.

En effet, sur la question des licenciements, autre débat prévu, ce fut une discussion permanente qui s'est tenue, notamment avec des salariés de Molex venus rencontrer les militants et militantes du NPA et le passage de Xavier Mattieu des Conti sur notre stand.

Le débat sur la situation en Nouvelle-Calédonie a permis d'avoir un tableau précis de la répression antisyndicale mais aussi de la politique coloniale qu'y mène l'État français, sans oublier les dégâts provoqués par les « industriels de la pollution ». Les participants ont appris, par exemple, que le protocole de Kyoto ne s'applique pas là-bas. Nous avons pu appréhender comment la Nouvelle-Calédonie est un laboratoire d'expérimentation en matière de répression pour la France.

Lors du débat sur Écologie et anticapitalisme, Michael Löwy, de la commission nationale écologie du NPA, a développé



12 septembre. Débat à l'Agora de l'Humanité. (PHOTOTHÈQUE ROUGE JMB)

les raisons pour lesquelles une politique qui veut en finir avec la destruction de la planète est forcément liée à la fin du capitalisme. Ce fut l'occasion de rappeler la mobilisation unitaire au moment de la conférence des Nations unies sur le changement climatique, à Copenhague, du 7 au 12 décembre.

Les débats organisés par d'autres forces politiques auxquels des représentants du NPA étaient invités, principalement sur les stratégies par rapport aux échéances électo-

rales ou sur la recomposition de la gauche, ont été très suivis. Le NPA y a rappelé son analyse du glissement à droite du PS, a fait ses propositions d'une autre voie qui combine unité, radicalité et indépendance politique.

Lors du débat central organisé à l'Agora de l'Humanité sur la situation sociale et politique, Myriam Martin pour le NPA a rappelé cette proposition, la disponibilité de notre parti pour mettre en place des groupes de travail sur un programme de rupture

ainsi que l'impossibilité d'alliance électorale avec la social-démocratie ou le social-libéralisme. À noter que le journal l'Humanité a réussi le tour de force dans ses différents articles sur ce débat de ne pas citer notre représentante!

En résumé, ces trois jours sur le stand du NPA ont été animés et ont permis de prendre contact avec les nombreuses personnes intéressées par nos propositions.



12 septembre, Fête de l'Humanité. Le stand du NPA. (PHOTOTHÈQUE ROUGE JMB)

S'ABONNER

Abonnements par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

- HEBDOMADAIRE du NPA (14 euros par trimestre)
- HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (25 euros par trimestre)
- Tarif jeunes/chômeurs/précaires
- HEBDOMADAIRE du NPA (10 euros par trimestre)
- Tarif jeunes/chômeurs/précaires
- HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :
NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR : **554 755**

Titulaire du compte
NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
.....
CODE POSTAL :
VILLE :
MAIL :

Désignation du compte à débiter
CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUCHEUR :
N° DE COMPTE :
CLÉ RIB :

DATE :
SIGNATURE :

Etablissement teneur du compte
BANQUE :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
VILLE :

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

| FRANCE ET DOM-TOM | | |
|---|---------------------------|------|
| L'hebdo | 6 mois | 1 an |
| | 28 euros 56 euros | |
| L'hebdo + le mensuel | 6 mois | 1 an |
| | 50 euros 100 euros | |
| Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo | 6 mois | 1 an |
| | 20 euros 40 euros | |
| Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel | 6 mois | 1 an |
| | 38 euros 76 euros | |
| Abonnement à la revue mensuelle | 6 mois | 1 an |
| | 22 euros 44 euros | |
| ÉTRANGER | | |
| L'hebdo | 6 mois | 1 an |
| | 45 euros 90 euros | |
| L'hebdo + le mensuel | 6 mois | 1 an |
| | 65 euros 130 euros | |



Argenteuil **VÉRITÉ ET JUSTICE POUR ALI ZIRI**

Plus de 300 personnes se sont rassemblées le 11 septembre sur la dalle d'Argenteuil, pour rendre hommage à Ali Ziri, mort il y a trois mois suite à une interpellation par la police nationale. Son ami Arezki Kerfali, victime avec lui de cette agression, est aujourd'hui poursuivi pour outrage à agent.

Au-delà de l'hommage, le but du rassemblement était de maintenir la pression pour faire éclater la vérité et obtenir la mise en examen des policiers impliqués. Pour le collectif « Vérité et justice pour Ali Ziri », ceux-ci sont responsables de son décès, la contre-expertise médicale ayant confirmé qu'il avait été roué de coups et victime d'une asphyxie mécanique. La soirée s'est poursuivie par

l'intervention de collectifs de victimes de violences policières, d'associations de quartiers populaires comme AC le Feu, ATMF, MQJS, MIB, et aussi du GISTI et d'Amnesty International, réunis autour d'une même revendication : faire éclater la vérité sur ces violences et dénoncer le système répressif injuste dont elles sont issues.

Une déclaration politique commune contre les violences policières, signée NPA, PCOF, Les Verts, AL, PG, Être de Gauche, PC, a également été présentée. La manifestation s'est achevée autour d'un repas offert sur ce lieu symbolique de la dalle d'Argenteuil, sur-instrumentalisé par les politiques, Sarkozy le premier, pour insulter et stigmatiser les habitants des quartiers populaires.



Argenteuil, vendredi 11 septembre. Rassemblement pour rendre hommage à Ali Ziri. (STÉPHANIE CLAVERIE)

LE CHIFFRE

34 400

C'est le nombre d'emplois supprimés dans la branche automobile, en France, depuis le début de l'année. 4 856 (14%) suppressions sont liées à des délocalisations vers des pays à faible coût du travail, 9 274 (27%) à des fermetures de sites et 14 448 (42%) à des réductions d'effectifs. Le plan de soutien au secteur automobile, lancé en février 2009 par Sarkozy, a fait un cadeau de 7,8 milliards d'euros aux patrons du secteur et prévoyait l'arrêt des délocalisations. Que font-ils de cet argent ?

SCIENTOLOGIE. Suite à son procès pour escroquerie, en juin, la branche française de l'Église de scientologie devait être dissoute le 27 octobre. Mais il est devenu impossible de mettre en application cette dissolution car, le 13 mai, un texte de loi fourre-tout sur la simplification du droit a rendu impossible toute dissolution d'une association reconnue coupable d'escroquerie. Georges Fenech, président de la Mission interministérielle de vigilance contre les dérives sectaires est « consterné » par cette découverte pour le moins troublante. Le porte-parole du ministère de la Justice, Guillaume Didier, assure que « le gouvernement choisira le premier vecteur législatif possible pour rétablir cette disposition ». Mais en attendant, le scandale reste entier ! Y aura-t-il un député pour demander une commission d'enquête parlementaire ? Espérons-le.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

HADOPI 2. Mardi 15 septembre, les députés se sont de nouveau prononcés sur le projet de loi sur le téléchargement illégal. Alors que Frédéric Mitterrand se pose en défenseur de la création artistique, les anti-HadoPi affirment encore une fois les dangers d'une loi répressive et inutile. Attitude qui irrite le président du Syndicat national de l'édition phonographique qui s'est vivement emporté en qualifiant les anti-HadoPi de « voleurs à la petite semaine » qui « auraient vendu du beurre aux Allemands pendant la guerre ». Les membres de la plateforme Création, public et internet ne peuvent qu'exiger des excuses publiques pour un tel dérapage. Les anti-HadoPi dérangent, l'attaque informatique du site Odebi, militant ouvertement contre la loi, mis brutalement hors service la veille du vote à l'Assemblée, en est une preuve supplémentaire.

JUSTICE MALADE. Après le droit du travail, c'est toute la procédure pénale qui risque d'être mise à mal, sous prétexte de lutte contre la pandémie grippale. Le pouvoir veut procéder par ordonnances pour « adapter la procédure pénale », afin d'éviter le débat. Mais le fond des mesures envisagées en cas de pandémie de niveau élevé est encore plus inquiétant : suppression de la collégialité et instauration du juge unique, généralisation des procès à huis clos, envoi des mineurs en correctionnelle, retard jusqu'à la vingt-quatrième heure du moment d'entretien avec l'avocat lors des gardes à vue, prolongation de quatre à six mois des délais de détention provisoire sans audience, suspension des délais de prescription, etc. Autant de dispositions qui dessinent une véritable justice d'exception, bafouant tous les principes démocratiques, à commencer par les droits de la défense.

GRÈVE DU LAIT. La majorité des éleveurs vit une situation sociale dramatique. Leurs mobilisations s'amplifient depuis un an mais le prix du lait qui leur est payé baisse. Depuis le 10 septembre, dans une partie de l'Europe (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas), des milliers d'entre eux ont entamé la grève du lait. En France, cette grève complète les blocages déjà entamés de laiteries, de centrales d'achat et de supermarchés. Même si les modalités d'action font débat dans les divers syndicats et associations, la majorité des paysans en lutte sentent bien que ni la résignation, ni le suivisme de la direction de la FNSEA ne les sauveront. Dans de nombreuses villes, des distributions de lait gratuites sont organisées pour populariser le mouvement et rompre l'isolement. Apportons notre solidarité aux producteurs qui refusent de se faire traire.

KANAKY. La cour d'appel de Nouméa a confirmé, le 15 septembre, le maintien en détention des syndicalistes de l'USTKE, poursuivis pour « entrave à un aéronef ». Une nouvelle fois, la justice coloniale française a condamné des militants en assimilant l'action syndicale à de la délinquance. La mobilisation contre la répression s'élargit sur place à travers un Collectif pour la défense des droits fondamentaux. En métropole, la tournée d'une délégation de ce collectif rencontre un écho prometteur. Un meeting s'est tenu à Paris, le 14 septembre, avec les représentants de l'USTKE, du Parti travailliste et de Rهبuu Nu, ainsi que la CGT, l'Union syndicale Solidaires, Alain Mosconi, Elie Domota, Olivier Besancenot, José Bové et Martine Billard. L'engagement a été pris par tous les participants d'amplifier la mobilisation de soutien pour obtenir la libération de tous les militants.

“ NO COMMENT
« [Si Total se retirait de Birmanie] j'aurais le profond regret de ne pas avoir su expliquer le bien qu'un grand groupe capitaliste comme Total peut faire dans un pays comme Myanmar. »
CHRISTOPHE DE MARGERIE, INTERVIEW DONNÉE AU PARISIEN, LE 11 SEPTEMBRE ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr